

# Dans son hôpital de Panzi, le docteur Mukwege reste vulnérable

RD CONGO La sécurité qui entoure le médecin chef est loin d'être optimale

► « L'homme qui répare les femmes » jouit d'une solide réputation internationale.

► Mais, dans son pays, autorités et médias officiels évitent de lui donner la moindre publicité.

► Et la présence de Casques bleus autour de l'hôpital ne suffit pas à rassurer la population locale.

PANZI (SUD-KIVU)  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Dans un paysage congolais chaotique, marqué par les incertitudes politiques, le personnage du Dr Mukwege émerge, plus que jamais. Le médecin chef de Panzi, l'« homme qui répare les femmes », est désormais reçu, écouté, dans le monde entier et les plus grands tiennent à s'entretenir avec lui. Mais dans son propre pays, il demeure largement inconnu au-delà du Sud-Kivu et des provinces de l'Est car les médias officiels évitent soigneusement de prononcer son nom ou de l'inviter... Cet homme charismatique, qui a déjà fait l'objet de plusieurs tentatives d'attentat, est-il seulement en sécurité dans son fief, l'hôpital de Panzi, où nous l'avons retrouvé, au retour de l'un de ses périple à travers le monde ?

## Gardes somnolents

Jadis banlieue de Bukavu, si non simple campagne sur la route dite des escarpements qui mène à la ville d'Uvira et à la frontière burundaise, la petite localité de Panzi s'est densifiée, développée. Adossés à la grille, les petits commerces se sont multipliés, souvent tenus par des femmes, qui proposent des légumes, des fruits frais et aussi des plats préparés aux familles qui rendent visite aux malades. En face, il y a désormais des tailleurs, des couturières, des vendeurs de chaussures, un établissement « de luxe » avec des alcôves discrètes réservées aux

clients importants et des murs sur lesquels on a peint des éléphants, des antilopes.

Cette densification du tissu urbain de Panzi est due entre autres au fait que de nombreuses femmes venues des campagnes lointaines et soignées à l'hôpital ont préféré s'installer sous l'ombre tutélaire du docteur Mukwege, leur père, leur sauveur. L'hôpital lui-même a diversifié ses services et la « maison Dorcas », dépendant de la Fondation Panzi, propose aux femmes victimes de violences sexuelles un logement mais aussi des formations professionnelles et un suivi psychologique et thérapeutique.

Lorsque le médecin chef revient de ses voyages à l'étranger, la Monusco (Mission des Nations unies au Congo) déploie devant la grille de l'hôpital des Casques bleus pakistanais qui somnolent dans leur 4x4, ce qui permet aux porte-parole de l'ONU d'affirmer que la sécurité du docteur est assurée.

## Jeunes mobilisés

Voici quelques semaines en effet, une vive polémique avait opposé les porte-parole de Panzi à ceux de la Monusco à Kinshasa. Alors que depuis 2015, le Docteur Mukwege ne bénéficiait plus de la protection d'un détachement permanent de Casques bleus, l'ONU avait prétendu le contraire.

En fait, c'est depuis 2015 que le contingent pakistanais qui était basé non loin de Panzi, sur la rivière Ruzizi, a déménagé pour revenir dans la ville de Bukavu et que les gardes de Casques bleus devant l'hôpital avaient été supprimées. Cependant, à chacun de ses déplacements, le médecin pouvait faire appel à des policiers égyptiens qui assuraient son escorte depuis sa maison dans

l'enceinte de l'hôpital jusqu'à l'aéroport de Kavumu, au nord de Bukavu.

Au cours des dernières semaines cependant, la Monusco a été soumise à de fortes pressions internationales tandis que les jeunes du quartier populaire « Essence » manifestaient quotidiennement, jusqu'à ce que la garde quotidienne soit finalement rétablie devant l'hôpital.

C'est que les signes inquiétants se sont multipliés : en 2016 déjà, un jeune homme qui s'était introduit dans l'hôpital avait exigé, presque de force, de serrer la main du médecin. Intercepté, il apparut qu'il était porteur d'une enveloppe contenant une poudre noire, qui pouvait être un poison traditionnel.

Cette année, le Docteur Mukwege a été secouru par l'assassinat de son jeune collègue et ami le Docteur Gildo Byamungu, abattu à bout portant dans son bureau, au cœur même de son hôpital de Kasenga, proche d'Uvira, non loin de la frontière burundaise.

La veille du crime, se sentant menacé, le jeune médecin avait fait part de ses inquiétudes à son ainé. Au lendemain du crime, des mobiles ethniques, des jalousies financières furent avancés, mais pour les proches de Mukwege, il s'agissait avant tout d'un avertissement. Une interprétation renforcée par l'assassinat,

voici quelques jours, d'une famille qui vivait en face de l'hôpital : des gens modestes, liquidés de sang-froid par un commando de neuf personnes qui avait envahi le quartier.

## Gare au sniper...

Ayant retrouvé sa maison, dans l'enceinte même de l'hôpital, dirigeant la prière du matin qui réunit les membres du personnel et les malades, se prépa-

rant à reprendre la tournée des salles, le médecin chef, heureux de retrouver ses patients et ses collaborateurs, refuse de s'inquiéter et assure qu'il est bien protégé, tant par les Casques bleus que par ses proches et ses collègues.

Mais un simple examen des lieux suffit à révéler leur vulnérabilité : en face de l'entrée, de l'autre côté de la rue, une imposante bâtisse de trois étages construite par une personnalité locale domine le modeste quartier. Depuis les nombreuses fenêtres, aucun coin de l'hôpital n'échappe au regard. On tremble à l'idée d'un sniper, d'un tireur fou qui s'installerait là : il aurait le champ libre... ■

COLETTE BRAECKMAN

## CONSTITUTION

### Un appel des députés européens

Le gouvernement congolais doit respecter la Constitution et organiser d'ici la fin de l'année l'élection présidentielle pour trouver un successeur à Joseph Kabila, ont affirmé mercredi les eurodéputés réunis en séance plénière. Ils ont appelé aussi à une enquête internationale sur les violences commises dans la région du Kasai.

La résolution votée mercredi demande au président congolais Joseph Kabila de respecter les accords de la Saint-Sylvestre, qui prévoient l'organisation d'ici fin 2017 d'élections présidentielle, législatives et communales, destinées notamment à trouver un successeur au président, arrivé au bout des deux mandats qu'autorise la Constitution. « On sent une résistance à se considérer en transition, du côté de la majorité et de l'exécutif », note l'eurodéputée belge Marie Arena (PS), selon laquelle, toutefois, « le dialogue n'est pas fermé » avec la RDC. (b)

